



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/46/L.20
11 novembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-sixième session
Point 142 de l'ordre du jour

NECESSITE DE LEVER LE BLOCUS ECONOMIQUE, COMMERCIAL ET
FINANCIER APPLIQUE A CUBA PAR LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Cuba : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Réaffirmant le but des Nations Unies consistant à développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et à prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde,

Rappelant sa résolution 2131 (XX) du 21 décembre 1965, contenant la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté, qui stipule notamment qu'aucun Etat ne peut appliquer ni encourager l'usage de mesures économiques, politiques ou de toute autre nature pour contraindre un autre Etat à subordonner l'exercice de ses droits souverains,

Rappelant également sa résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970, contenant la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, qui, entre autres dispositions, rappelle le devoir des Etats de s'abstenir, dans leurs relations internationales, d'user de contrainte d'ordre militaire, politique, économique ou autre, dirigée contre l'indépendance politique ou l'intégrité territoriale de tout Etat,

Rappelant en outre sa résolution 36/103 du 9 décembre 1981, contenant la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention et de l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats, qui rappelle notamment le devoir d'un Etat, dans la conduite de ses relations internationales, de s'abstenir de toute mesure qui constituerait une intervention ou une ingérence dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre Etat, notamment le recours à des mesures

multilatérales ou unilatérales de représailles ou de blocus économiques comme instruments de pression ou de coercition politiques contre un autre Etat, en violation de la Charte des Nations Unies,

Considérant que depuis plus de 30 ans, des mesures sont appliquées contre Cuba dans les domaines économique, commercial et financier, causant de graves préjudices au peuple cubain et portant atteinte à la souveraineté du pays,

Considérant, en particulier, que ces mesures dont le champ d'application dépasse les frontières territoriales, constituent un blocus contre Cuba, qui non seulement entrave le cours normal des relations internationales, mais porte aussi atteinte au droit inaliénable des pays concernés d'exercer librement les prérogatives que leur confère la souveraineté nationale,

Réaffirmant le droit de chaque pays de choisir librement ses partenaires dans les domaines économique, commercial et financier, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, sans aucune contrainte ni ingérence,

1. Déclare que cette politique est contraire aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international;

2. Affirme qu'il est nécessaire de mettre fin à cette politique et, à cet effet, demande que cessent immédiatement les mesures et actions qu'elle suscite;

3. Invite la communauté internationale à fournir à Cuba la coopération nécessaire pour contribuer à atténuer les conséquences de cette politique;

4. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte à sa quarante-septième session de l'application de la présente résolution;

5. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-septième session la question intitulée "Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique".

